

Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Colombie-dialogue-et-paix-sont-la.html>

# Colombie : dialogue et paix sont la seule issue

- Français - Analyses et témoignages - Amérique Latine -

Date de mise en ligne : jeudi 7 février 2013

---

**Auteur(s) : Collectif**

---

**En Colombie, les affrontements armés ne cessent d'augmenter entre le gouvernement, chouchou des USA dans la région, et divers mouvements de guérilla. Plusieurs organisations dénoncent la responsabilité du président Santos et appellent à la reprise du dialogue afin de trouver une issue pacifique au conflit. (IGA)**



*Lettre ouverte aux Colombiennes et aux Colombiens, au gouvernement Santos et aux FARC-EP, à l'Armée de Libération Nationale (ELN) et l'Armée Populaire de Libération (EPL).*

Recevez notre salut respectueux.

La poursuite de la guerre est un comportement inadmissible qui met gravement en danger la possibilité de préserver la vie, les libertés et les droits des civils ainsi que des combattants eux-mêmes.

Nous considérons que la multiplication, ces derniers jours, des opérations militaires de la Force publique et des groupes insurgés, ainsi que les déclarations de hauts fonctionnaires du gouvernement qui menacent de

rompre les dialogues engagés à La Havane, sont alarmantes et mettent en danger la construction réelle de la paix. À cela s'ajoute le fait que le gouvernement national a laissé tomber, depuis septembre, les rapprochements avec l'ELN, et persiste à ne pas répondre à la communication publique de l'EPL.

Parallèlement aux conversations de paix, on a enregistré dans le pays une recrudescence de graves violations des droits humains et d'infractions au droit international humanitaire. La récente approbation de la charte militaire ; le renforcement du modèle néolibéral d'extraction minière qui méconnaît les droits des communautés ethniques et des groupes locaux, et entraîne des dégâts environnementaux irréparables ; le statut du développement rural qui aggrave l'injustice dans les campagnes ; et la mise en œuvre de politiques qui accentuent le conflit social, telles que la réforme fiscale, la réforme des retraites et celle de la santé, entre autres, donnent une idée de la façon dont le gouvernement national conçoit la paix.

En dépit de cette réalité, nous estimons que rien n'a été épuisé dans le cadre des conversations de paix. Aujourd'hui, l'espoir est toujours vivace, et les coûts humains, sociaux et environnementaux de la prolongation de la guerre nous amènent à exiger :

1.

Du gouvernement et des FARC-EP, qu'ils ne quittent pas la table avant d'avoir atteint un accord politique mettant fin au conflit.

2.

Du gouvernement, qu'il se mette d'accord avec l'ELN sur un cadre général pour les conversations, qui soit porté à la connaissance de tous, et qu'il réponde à la communication publique de l'EPL sur sa disposition à participer à un processus de paix.

Il est recommandé, dans le cadre d'une négociation de paix, de conclure immédiatement un arrêt bilatéral des hostilités et un cessez-le-feu. Face au refus du président Santos, nous proposons :

1.

De conclure un Accord spécial d'application immédiate, comme l'envisage le Droit international humanitaire. Il s'agit d'une forme concrète explicite de respect des normes humanitaires pour toutes les parties, forces régulières et insurgés, pendant que les hostilités persistent, allégeant les souffrances des civils et des combattants eux-mêmes.

2.

D'explorer la possibilité de mettre en place un mécanisme de médiation formelle entre les parties, comme cela s'est passé dans d'autres processus de paix réussis dans le monde. Ce pourrait être un nouveau tiers ou quelqu'un des pays amis ou garants de la table. Sa fonction principale serait d'éviter que les contradictions et les divergences existantes ne débouchent sur une rupture des dialogues.

3.

Aux FARC-EP et à l'ELN, de libérer les personnes privées de liberté en raison de leurs actions de

guerre ; et que le gouvernement crée les conditions pour que les libérations se réalisent.

4.

Sur la base du rapport présenté au gouvernement sur la situation dans les prisons et en particulier celle des personnes privées de liberté en raison de leur appartenance aux insurrections, que soient assumées et mises en œuvre les recommandations proposées dans le rapport susvisé.

5.

Au gouvernement national, qu'il mette fin aux opérations militaires qui mettent en danger la population civile. Qu'il suspende tout type de persécution, de criminalisation et de judiciarisation de l'opposition politique et des mouvements sociaux, en garantissant la fin des actions paramilitaires, sans tomber dans des omissions ou des pratiques tolérantes et complices avec le paramilitarisme.

C'est sur la société que se fonde la paix. Aucun accord conclu n'aura de légitimité et de validité sans la participation de la société aux propositions. Nous avons toujours construit des propositions pour une Colombie juste et équitable, nous les peuples, n'avons pas seulement subi la guerre, mais nous avons parcouru les chemins de la paix. C'est pourquoi, en tant que Route sociale commune pour la Paix, nous annonçons au pays que pendant ce semestre, nous serons dans un processus permanent de mobilisation et de construction de propositions pour que le droit à la paix soit une réalité.

Route sociale commune pour la Paix.

Casa de la Mujer

Central Unitaria de Trabajadores, CUT

Colombianos y Colombianas por la Paz

Comisión Intereclesial de Justicia y Paz

COMOSOC

Comunidades Construyendo Paz en los Territorios

Congreso de los Pueblos

Marcha Patriótica

Minga de Resistencia Social y Comunitaria

Minga Valle

Ruta Pacífica de Mujeres

ACEU

Sectores de Iglesias por la Paz

Proyecto Puentes por la Paz

Signé le 1er février par Angela María Robledo, Wilson Arias, Iván Cepeda, Piedad Córdoba

Source : [michelcollon.info](http://www.michelcollon.info) [http://www.michelcollon.info/]